

## **COLLUSION PC-POLICE...**

La dénonciation des gauchistes par le P.C. et son annexe, la C.G.T. n'est pas un fait nouveau. Et nous avons relevé déjà la collusion P.C.-Gouvernement.

Mais jamais sans doute les faits n'avaient été aussi nets et sans ambiguïté que lors de la manifestation du premier mai à Paris.

Il s'agissait pourtant d'un défilé "unitaire" à l'appel de la C.G.T. de la C.F.D.T. et de la F.E.N. (de la région parisienne, car aucun accord n'était intervenu sur le plan national).

Les partis politiques soutenaient la manifestation: P.C., P.S.U., Parti Socialiste, Convention, Objectif 1972.

Il s'agissait de lutter contre les projets de lois anti-casseurs. Cependant déjà, le P.C. avait marqué ce qu'il entendait faite de la manifestation dans une déclaration: *"lutter contre une loi contraire aux traditions du droit français, contraire aux principes démocratiques auxquels notre peuple est profondément attaché ... et qui n'est pas destinée à frapper les groupes fascistes de droite et gauchistes"*, etc...

Les gauchistes, c'est-à-dire tout ce qui à gauche cherche à sortir de l'impasse où le P.C. a fourvoyé le mouvement ouvrier, les gauchistes, voilà les ennemis pour le parti qui se dit "révolutionnaire". Cela explique sans peine la suite des événements: tous les moyens sont bons pour éliminer les gauchistes.

Les événements passés, les camarades-sic de l'union syndicale de la Région Parisienne C.G.T. éprouvent le besoin de mettre les points sur les i: *"... la lutte contre les mesures de répresssion menaçant le mouvement ouvrier nécessite que soient isolés les groupements provocateurs qui tentent de diviser les travailleurs et les démocrates, servent le pouvoir et lui fournissent les prétextes dont il a besoin"*.

Nous publions ci-dessous deux mises au point qui n'émanent en aucune façon de groupements gauchistes, mais de syndicats que les cégétistes n'ont pas encore dénoncé directement comme leurs ennemis (ça viendra sans doute d'ici peu). L'une est une lettre du Secrétaire de la FEN, région parisienne, l'autre est un tract des syndicats de Roussel U.C.L.A.F. F.O. et C.F.D.T.).

-----

### **De la F.E.N.:**

Au plan parisien un accord régional fut passé entre les organisations C.G.T., C.F.D.T. et les sections F.E.N. concernées.

Dans le défilé commun organisé sous la responsabilité conjointe des organismes régionaux C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N., devait figurer l'UNEF qui participe au Comité National de lutte contre la loi anti-casseurs, a contresigné tous les appels nationaux et souscrit à tous les engagements qui en découlent. Sa place au sein du défilé commun était donc aussi légitime que souhaitable.

Or, un grave incident a éclaté. La presse en a abondamment rendu compte et il aurait eu des conséquences bien plus dangereuses si l'U.N.E.F. n'avait rapidement donné l'ordre de dislocation aux manifestants regroupés sous sa banderole et obtenu ainsi la dispersion de la majeure partie des quelques milliers de personnes reléguées hors du cortège officiel.

L'union régionale C.F.D.T. s'est désolidarisée du service d'ordre C.G.T. par un communiqué public.

La section FEN-PARIS n'a pas engagé de polémique publique, mais a adressé à l'U.R.P. -C.G.T. la lettre suivante:

:

Alain CHAUVET, Secrétaire Général,

au Camarade Jean DREAN, Secrétaire Général de l'Union Syndicale CGT de la Région Parisienne,

Cher Camarade,

Avant de t'écrire cette lettre concernant les graves incidents qui ont marqué la fin de la manifestation du 1er mai à Paris, notre bureau fédéral a attendu d'avoir rassemblé, vérifié et confronté un certain nombre de témoignages.

Dans l'état actuel de nos informations, les faits suivants sont établis:

1- Contrairement à l'accord passé entre nos organisations sur la participation de l'UNEF à notre manifestation commune et sur sa place dans le cortège (entre les départements des Hauts de Seine et du Val d'Oise), le service d'ordre de la CGT a sous sa propre responsabilité, exclu cette organisation du défilé.

2- Il a ainsi contraint par la force l'UNEF à défiler en dehors et en arrière de notre cortège, aux cotés de groupements politiques divers - lesquels ayant appelé à la manifestation indépendamment de notre commune initiative ne relevaient donc pas de notre commune responsabilité.

3- Cet isolement de l'UNEF a été physiquement assuré par des dizaines de rangs de militants du service d'ordre CGT.

4- Ces militants, tout au long du parcours, scandèrent l'accusation "les casseurs sont derrière" désignant ainsi aux coups d'une éventuelle provocation policière, les camarades groupés derrière la banderole UNEF.

5- A la Bastille, lieu prévu par nous pour la dislocation, la police intervint aussitôt après l'arrivée sur la place des derniers éléments du défilé et la rapide dispersion du service d'ordre CGT et se trouva ainsi en présence des manifestants qui achevaient de défiler, aux premiers rangs desquels le groupe UNEF indûment exclu de notre manifestation.

6- Notre section départementale de la FEN ne peut davantage admettre que votre service d'ordre, chassant l'UNEF du cortège ait mis à sa place un groupe le présentant au nom de l'une des tendances internes à cette organisation "UNEF Renouveau".

Co-responsables de la manifestation, nous désapprouvons formellement le comportement du service d'ordre de l'Union syndicale CGT de la région Parisienne et souhaitons savoir si celui-ci a outrepassé les instructions qui lui avaient été données ou si ces instructions n'ont pas respecté l'accord passé entre nous, le cas échéant, pour quelles raisons?

Je te prie de croire, cher camarade, à mes meilleurs sentiments syndicalistes.

-----

SECTION SYNDICALE F.O. ROUSSEL-UCLAF ROMAINVILLE

PREMIER MAI: COLLUSION CGT-POLICE

Qui sont les provocateurs?

Le 1er mai la section FO-Roussel n'a pas manifesté en tant que section syndicale, la CGT ayant refusé une banderolle commune, sous prétexte que cela allait créer des incidents. Et effectivement, elle parlait en connaissance de cause: elle savait que ses dirigeants avaient décidé d'avance, d'isoler UNEF, PSU et militants révolutionnaires pour les désigner aux attaques de la police.

La CGT qui parle d'unité et qui a invité les organisations politiques à manifester le 1er mai pour protester contre la loi grecque, a montré qu'elle savait s'entendre avec la police comme larrons en foire.

Lors du défilé, son service d'ordre a séparé les étudiants de l'UNEF et des milliers de jeunes révolutionnaires ainsi d'ailleurs que le PSU du reste du cortège.

À l'entrée de la place de la Bastille le service d'ordre CGT a empêché les gauchistes d'y accéder, puis le cordon cégétiste a laissé la place, en un ballet bien orchestré, à un cordon de policiers et ça a été immédiatement l'attaque de la police contre la fin du cortège.

Le parti communiste et la CGT peuvent parler de provocation gauchiste. C'est la CGT qui s'est mise d'accord avec la police. Pas les gauchistes. Car, qui a rencontré la police avant la manifestation? Les gauchistes? non, la CGT, France-Soir du 30 avril précisait même que c'était devant une carte en relief de la capitale que la CGT avait discuté avec Monsieur Grimaud.

En tant que section syndicale FO de Roussel-UCLAF, nous protestons contre ceux qui ont le mot d'unité à la bouche et se conduisent comme des agents de la police.

Nous voulons sincèrement l'unité des travailleurs, mais nous n'accepterons jamais que le PCF sous prétexte qu'il ne sait pas, qu'il ne peut pas maintenir ses militants à l'abri de la contagion gauchiste, utilise dans les syndicats, dans le mouvement ouvrier, des méthodes de provocation policière: le mensonge et la violence.

Le socialisme pour nous doit avoir un visage humain et nous ne cesserons de dénoncer ceux qui se font les complices des chars russes à Budapest et à Prague ou des matraques de Marcellin à Paris.

Romainville, le 4 mai 1970.

Contre le déroulement de la manifestation de nombreuses protestations ont déjà été envoyées à la presse et à la CGT, notamment celle émanant de la CFDT et celle du PSU-UNEF.

SECTIONS SYNDICALES C.F.D.T. & F.O. - ROUSSEL - UCLAF - ROMAINVILLE - POUR LA LIBERATION DE JEAN-LOUIS PARGNY:

Lors de la manifestation autorisée du 1er mai, un militant F.O. de Roussel-Uclaf, Jean Louis PARGNY, a été arrêté parmi les 200 interpellés ce jour-là par la police.

Il a été jugé lundi matin sans que quiconque puisse intervenir, et a été condamné à deux mois de prison ferme.

Pour nous l'action de la police a été une véritable provocation: alors que cette manifestation était autorisée, la police n'a pas laissé le temps aux manifestants de se disloquer. Elle a chargé et arrêté.

Les sections syndicales CFDT et FO protestent contre cette arrestation arbitraire et exigent la libération de Jean Louis PARGNY et son maintien à son poste dans l'usine.

Une délégation intersyndicale CGT (1), CFDT, FO auprès de la direction a été faite le 6 mai pour réclamer le maintien de PARGNY dans son emploi.

Romainville, le 6 mai 1970.

-----

SECTION SYNDICALE F.O. - ROUSSEL - UCLAF - ROMAINVILLE - PARGNY DOIT ETRE LIBERE:

LA CGT refuse de défendre notre camarade Jean-Louis PARGNY en prison pour 2 mois? Elle refuse de réclamer sa libération.

POURQUOI?

Parce que depuis un certain temps, les directions PCF-CGT ont décidé qu'elles avaient un nouvel ennemi, plus pressant que le patronat: les gauchistes, et que les éliminer, même avec l'aide du gouvernement, est la tâche première.

Pargny est syndiqué à notre section FO, section qui accepte toutes les idées politiques, y compris, celles de gauchistes (comme cela devrait être dans tout syndicat), c'est pour cela que la CGT refuse de le défendre, tout comme elle s'est refusée à toute action unitaire avec notre section le 1er mai.

C'est le PCF qui mène cette campagne et c'est lui qui oblige la section CGT de l'usine à ne pas défendre PARGNY; car mercredi matin une partie des militants CGT était prête à défendre notre camarade par tous les moyens, comme nous l'avons toujours fait, unis, pour tout emprisonné; la meilleure preuve c'est que deux représentants CGT son, venus avec nous et la CFDT voir la direction pour réclamer la libération de notre camarade et le maintien dans son poste.

Mais les dirigeants de la section, eux, avaient reçu les ordres du PCF et n'acceptaient ni l'affiche ni le tract parce qu'on y demandait la libération de PARGNY.

En somme c'est pour ses opinions, ou celles qu'on lui suppose, que le PCF veut que PARGNY reste en prison et c'est cela qu'il veut faire dire et faire admettre par les militants CGT de l'UCLAF.

Tout comme dans d'autres entreprises, le PCF désigne nommément les gauchistes à la direction; ou comme à Renault il vide lui-même un ouvrier gauchiste.

A quoi mène cette politique du PCF?

Il creuse sa propre tombe. Demain le gouvernement reprendra les méthodes qu'il emploie contre les gauchistes, contre le PCF lui-même.

Refuser de défendre un militant ouvrier emprisonné, parce qu'il n'a pas les mêmes idées que vous sur la manière dont se construira le socialisme est criminel.

Et c'est ce genre d'attitude qui affaiblit et démoralise la classe ouvrière.

Quant à nous, nous exigeons la LIBERATION de Jean-Louis PARGNY, condamné arbitrairement, et le maintien dans son emploi.

Romainville, le 8 mai 1970.

-----

## **SYNDICAT DE LA METALLURGIE FORCE OUVRIERE - Région Bordelaise:**

La Commission Administrative du Syndicat, poursuivant la discussion engagée au cours du Congrès des 20 et 21 mars 1970, a adopté le texte suivant, au cours de sa séance du mercredi 8 avril 1970.

S'adressant aux militants qui participeront au prochain Comité Fédéral National, la C.A. du syndicat F.O. de la Métallurgie Région Bordelaise, rappelle et confirme la déclaration du 8ème Congrès Confédéral:

*"Le 8ème Congrès affirme que si le capitalisme a changé d'aspect depuis un certain nombre d'années en ayant*

(1) Pendant la réunion avec la direction les représentants CGT ont été appelés au téléphone puis se retiraient de la délégation.

*su s'approprier le bénéfice des progrès scientifiques et techniques, il reste néanmoins identique à lui-même dans ses principes fondamentaux, dont l'essentiel est la recherche du profit qui perpétue l'exploitation de l'homme par l'homme.*

*Le Congrès se déclare hostile aux structures économiques et sociales actuelles et sait qu'il ne peut rien attendre d'un état qui n'en est que la "superstructure".*

Naturellement hostile par conséquent aux injustices sociales inhérentes au régime capitaliste, le syndicalisme ne peut admettre l'ordre établi qui se perpétue abusivement au détriment des travailleurs par suite de la recherche systématique du profit.

La contradiction permanente des intérêts en présence, confirme l'existence de la lutte de classe que ne peuvent faire disparaître les diverses formules tendant à concilier travail et capital, salariés et employeurs.

De ces constatations découlent nécessairement pour la Confédération F.O. la nécessité de réaffirmer clairement la vocation anticapitaliste, son refus d'accepter la société actuelle dont le fondement est la loi du profit au détriment des besoins fondamentaux des hommes.

Le syndicalisme ouvrier et par conséquent la Confédération F.O. ne doit jamais perdre de vue que l'abolition du système économique capitaliste reste sa raison d'exister.

Ne pas perdre de vue cet objectif, signifie que dans sa pratique quotidienne, le syndicalisme ne doit pas se mettre en contradiction avec le but poursuivi, ce qui implique, en premier lieu, de maintenir l'organisation dans l'indépendance complète par rapport à toutes les institutions servant de support au capitalisme.

C'est ainsi que sans vouloir en aucune façon s'interdire et encore moins condamner toute politique de présence là où les intérêts des travailleurs peuvent être réellement et valablement défendus, la Commission Administrative considère que l'opportunité de la présence des responsables FO dans les commissions du plan et les CODER, doit être réexaminée.

Il faut faire un bilan honnête et sérieux des résultats réels obtenus et de l'efficacité de cette participation. Ce bilan doit être fait en tenant compte de intentions du pouvoir, lorsqu'il propose aux syndicats ses formes de participation.

Les camarades mandatés par l'organisation dans ces instances doivent dire honnêtement s'ils ont fait avancer les revendications des travailleurs.

Les programmes revendicatifs, définis par les Congrès fédéraux ou confédéraux, ont-ils même partiellement, progressé dans les commissions de préparation du VIème plan?

Le congrès confédéral de mars 1963 avait, à juste titre, condamné les réformes envisagées par le référendum, qui si elles avaient été adoptées, transformaient le syndicat en simple rouage de l'Etat. Le congrès déclarait également s'opposer à toute formule qui tendrait à instaurer un ordre corporatiste.

Le référendum a connu le sort que l'on sait.

Est-ce à dire que tout danger d'intégration est écarté?

Evidemment non. La transformation des syndicats, organes de lutte des salariés en collaborateurs zélés de l'Etat, peut prendre mille et une formes.

La poursuite de la participation aux Commissions du Plan, n'est-elle pas une de ces formes?

Telle est une des questions que les militants du syndicat des métaux de BORDEAUX, souhaitent voir discuter.

L'intégration peut prendre aussi la forme du "contrat de progrès", dont le prototype a vu le jour à l'E.D.F.

Ce contrat définit un nouveau mode de calcul de la rémunération, qui est à l'opposé de toute la doctrine confédérale en matière de salaire.

Faisant dépendre le salaire, non pas de la capacité d'action des salariés de l'E.D.F. mais du montant des ventes de l'entreprise, de l'évolution du P.I.B., des diminutions d'effectifs, il lie les travailleurs directement à l'économie capitaliste.

Il est un contrat type d'association capital-travail, et s'oppose par conséquent à toute notre doctrine syndicale.

Dangereux et condamnable il est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

C'est donc à partir de ces problèmes concrets que doit, à notre avis être abordée cette question du syndicalisme dans la société moderne.

Pour nous, il n'y a pas de société moderne. Il y a la société capitaliste autoritaire, super-hiérarchisée, bureaucratique. Elle paît prendre la forme politique des démocraties européennes ou américaines, ou bien celle de l'Etat totalitaire de l'Est.

Cette société craque un peu partout. Elle ne pourra pas surmonter ses contradictions.

Lorsque nous affirmons que la finalité du syndicalisme, c'est la suppression de l'exploitation capitaliste, par la socialisation des moyens de production, nous savons que cela implique qu'un effort important soit réalisé, pour que les syndicats, les Bourses du Travail, redeviennent des foyers d'éducation permanente pour les travailleurs, afin que ceux-ci soient à même d'assurer un jour la succession du régime patronal et étatique, en prenant en main, avec leurs organisations, la gestion et l'administration de toute l'activité économique.

En faisant de telles déclarations, nous savons que nous nous heurterons aux railleries des uns (on redira que nous sommes des archéo-syndicalistes!) au scepticisme des autres.

On dira que nous sommes peu réalistes.

Si être réalistes, cela consiste à accepter la société capitaliste même baptisée moderne, si être réaliste cela consiste à s'adapter à un système basé sur l'oppression, la guerre, la misère, les dictatures, et chercher uniquement à l'aménager, à la rendre un peu moins insupportable, alors évidemment nous ne sommes pas "réalistes".

Cette société, nous la récusons dans ses fondements mêmes. Nous ne ménagerons aucun effort pour la transformer, et nous nous déclarons profondément solidaires avec tous ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, se dressent contre les Etats tentaculaires, bousculent les bureaucraties en place, renouent avec l'action directe.

Avec tous ceux qui, dans des conditions difficiles, quelquefois dramatiques, cherchent à montrer que le socialisme, l'égalité sociale et la liberté ne sont pas incompatibles.

-----

## **BIENTÔT LE CENTIEME ANNIVERSAIRE COMMUNE DE PARIS (MARS-MAI 1971):**

**Extrait de: "La Commune de Paris et la notion de l'Etat" dans "Ni Dieu, ni Maître", Michel BAKOUNINE.**

*... J'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée de l'Etat...*

*... Varlin et tous ses amis, comme tous les socialistes sincères, et en général comme tous les travailleurs nés et élevés dans le peuple partageaient au plus haut degré cette prévention parfaitement légitime contre l'initiative continue des mêmes individus, contre la domination exercée par des individualités supérieures; et comme ils étaient justes avant tout, ils tournaient aussi bien cette prévoyance, cette défiance contre eux-mêmes que contre toutes les autres personnes.*

*Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, selon moi tout à fait erronée, qu'une Révolution sociale peut être décrétée et organisée soit par une dictature, soit par une Assemblée Constituante issue d'une révolution politique, nos amis les socialistes de Paris ont pensé qu'elle ne pouvait être faite ni amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires.*

*Nos amis de Paris ont eu mille fois raison. Car en effet, quelle est la tête si géniale qu'elle soit, ou si l'on veut parler d'une dictature collective, fut-elle même formée par plusieurs centaines d'individus doués de facultés supérieures, quels sont les cerveaux assez puissants, assez vastes pour embrasser l'infinie multiplicité et diversité ctos intérêts réels, des aspirations, des volontés, des besoins dont la somme constitue la volonté collective d'un peuple, pour inventer une organisation sociale capable de satisfaire tout le monde? Cette organisation ne sera jamais qu'un lit de Procuste sur lequel la violence, plus ou moins marquée de l'Etat forcera la malheureuse société à s'étendre. C'est ce qui est toujours arrivé jusqu'ici, et c'est précisément de ce système antique de l'organisation par la force que la Révolution Sociale doit mettre un terme en rendant leur pleine liberté aux masses, aux groupes, aux communes, aux associations, aux individus mêmes, et en détruisant une fois pour toutes, la cause historique de toutes les violences, la puissance et l'existence même de l'Etat.*

# "LA COMMUNE N'EST PAS MORTE" (*Eugène Pottier*).

On l'a tuée à coups d'chassepot,  
A coups de mitrailleuse  
Et roulée avec son drapeau  
Dans la terre argileuse  
Et la tourbe des bourreaux gras  
Se croyait la plus forte  
Tout ça n'empêche pas Nicolas  
Qu'la Commune n'est pas morte...

-----

## DÉCLARATION DES AMIS DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE DE LOIRE ATLANTIQUE ...

**PREAMBULE:** Les élections au Conseil syndical viennent peu après les élections au Bureau national du SNI. Nous renvoyons les camarades aux textes parus dans l'Ecole Libératrice où nous définissons les grandes lignes de notre orientation. C'est pourquoi nous n'insisterons ici que sur quelques points précis aussi bien théoriques que pratiques.

### **LES ELECTIONS ET NOUS:**

Grâce à de nouvelles structures, le C.S. se renouvelle entièrement. La grande majorité des camarades demandait un changement en mai 1968. Il se réalise deux ans après mais dans quelles conditions?

Alors qu'ils souhaitent la démocratie directe, ce qui signifie:

1- tout pouvoir de décision à la base en Assemblée générale;  
2- la possibilité pour tous les camarades de s'exprimer et d'être représentés à toutes les instances par des délégués révocables à tous moments...

... LES NOUVELLES STRUCTURES NE SERVIRONT QU'À RENFORCER LA BUREAUCRATIE.

En fait, les projets en présence ne visent, pour les uns, qu'à maintenir leur pouvoir sur la base, pour les autres qu'à le conquérir contre la base.

Rappelons aux adversaires farouches des tendances, qu'ils soient "Autonomes" comme les dirigeants actuels du Syndicat des Maîtres d'EPS, ou U et A; qu'on ne peut être pour ou contre les tendances - elles existent ou pas - le seul problème quand elles existent, pour vous, est d'empêcher leur expression soit totalement, soit partiellement.

Dans ces conditions, quel est le sens de notre participation aux élections du CS?

Il s'agit, avant tout, de définir nos positions sur l'ensemble des problèmes actuels et non pas de glaner des voix ou de conquérir une hypothétique majorité, faisant de nous les gestionnaires éclairés de l'appareil bureaucratique.

NOUS PREFERONS UN MILITANT ACTIF rejoignant le groupe départemental E.E, à DIX ELECTEURS PASSIFS.

Nous distinguons non seulement les "preneurs d'assurances" et les militants quelle que soit leur tendance mais encore parmi ces derniers nous choisissons entre ceux qui se battent pour des avantages catégoriels allant à l'encontre des intérêts généraux du mouvement ouvrier (ex: les revendications hiérarchisées ou la multiplication des statuts) et ceux qui veulent se battre pour des objectifs allant toujours dans le sens d'une SOCIÉTÉ SOCIALISTE.

A ceux qui parlent d'Etat-Major de tendances, nous indiquons que tout ce que diffuse l'E.E. tant au niveau national que départemental est discuté régulièrement par tous les militants qu'ils soient SNI, SNESup, SNES, SNETAA, etc... Ce texte a été élaboré par tous les camarades du groupe 44.

C'est pourquoi nous appelons TOUS CEUX QUI SYMPATHISENT AVEC NOS IDEES, A VENIR REJOINDRE LE GROUPE EE QUI SE REUNIT UNE FOIS PAR MOIS POUR DISCUTER ENSEMBLE DE NOTRE ORIENTATION ET DE NOTRE ACTIVITE AVEC L'ENSEMBLE DES CAMARADES DE LA FEN, EN PRENANT CONTACT AVEC L'UN DES CANDIDATS DE LA LISTE.

## **LA LUTTE POUR LE POUVOIR A LA F.E.N.**

A tous les niveaux, se livre actuellement une lutte pour le pouvoir à la F.E.N.

Dans ce contexte, la grève du SNES avec ses revendications catégorielles, sa plate-forme fourre-tout, "vouée à l'inefficacité (Pouvait-on espérer en 48 h ce qu'on n'avait pu obtenir en MAI 68?) devait servir la propagande U&A: "Nous, nous sommes actifs!". Pour la direction de la F.E.N., la grève de 24 h de la Fonction publique signifiait: "Nous savons nous battre aussi!".

Elle répondait à la grève propagande par la propagande d'une grève. Nous, disons que ce petit jeu est ignoble.

C'est parce que ces deux tendances (U&A et I&D) ont fondamentalement la même orientation qu'elles en sont réduites à ces manoeuvres-alibi.

Toutes deux ont approuvé la réforme Edgard FAURE et la participation.

Toutes deux refusent de reconnaître le caractère de l'école et son rôle dans la société bourgeoise.

Toutes deux dénoncent avec plus ou moins de virulence et dans leur style propre, stalinien ou social démocrate, les Gauchistes en France (quitte à pleurer pour les uns, sur les gauchistes américains, pour les autres, sur les gauchistes tchèques).

Toutes deux considèrent la grève comme une parade spectaculaire, comme un moyen de pression permettant aux directions de discuter "raisonnablement" sur des objectifs "raisonnables" avec le gouvernement et non comme action directe permettant d'affronter directement le pouvoir puis d'envisager son renversement.

La grève FEN/FONCTION PUBLIQUE a été l'occasion de faire l'apologie du préavis de grève et de son efficacité.

Croit-on pouvoir ainsi contrecarrer la politique du pouvoir qui, dans tous les domaines, à l'usine comme à l'école, comme à l'armée défend un ordre (moral) sérieusement ébranlé depuis Mai 68.

Face à ses contradictions, la bourgeoisie n'a que deux armes: LA PARTICIPATION, LA REPRESSION. C'est donc sur ces deux plans que nous situons la lutte contrairement aux autres tendances (2).

## **LES PROBLEMES PEDAGOGIQUES**

Beaucoup d'enseignants ont pris conscience du contenu idéologique de l'enseignement qu'ils dispensent, dont le but est le maintien de l'ordre bourgeois (voir livres de morale et d'histoire).

Les réformes successives n'ont pour but que de mieux adapter l'école aux nouvelles exigences de l'Economie Capitaliste.

Le secteur de l'Education Nationale n'est pas rentable aussi l'Etat s'en décharge-t-il au bénéfice du privé (confessionnel et patronal).

Nous pensons qu'il faut tout faire pour développer jusqu'à la limite toutes les possibilités de l'enfant et que cela requiert une pédagogie et des méthodes nouvelles, mais nous savons aussi qu'on ne peut séparer la lutte pédagogique de la lutte syndicale pour l'émancipation des travailleurs.

Nous devons lutter contre tout ce qui peut entretenir l'illusion d'une "réforme véritable":

- les commissions de travail,
- le recyclage officiel,
- la hiérarchie (récompense honorifique, note de mérite et promotion au choix, hiérarchie des salaires),
- l'autorité à tous les niveaux pour la remplacer par la cogestion,
- la catégorisation,
- la sélection des maîtres et des élèves,
- l'obtention de crédits suffisants, de meilleures conditions de travail (25 élèves par classe) indispensable à tout progrès pédagogique.

Nous sommes pour les LUTTES D'ENSEMBLE. Ce qui ne veut pas dire le: "Tous ensemble au même moment presse-bouton".

(2) BLANCHARD-SNES: "La lutte contre la Répression est une stratégie imbécile et sans issue".

Les mots d'ordres doivent être suffisamment mobilisateurs pour tous.

Nous avons dénoncé en son temps la façon dont on a mené la défense des maternelles par exemple.

### **INTERNATIONALISME**

Il est nécessaire de rappeler que l'E.E. défend les principes de l'internationalisme prolétarien.

D'abord parce que c'est le seul critère qui permette de démystifier les propagandes gouvernementales à l'occasion des guerres entre bourgeoisie nationales et Etats. Seuls nous intéresse le sort des travailleurs de tous les pays, quelles que soient leurs races et la nature des régime qu'ils subissent.

Ensuite parce que les appels à la participation et aux sacrifices se font toujours au nom de l'intérêt supérieur de la Nation, présenté comme un "bien commun".

C'est le thème que la bourgeoisie développe en France, c'est ce qu'elle dit en Allemagne, en Italie, en Angleterre... et dans chaque Etat.

Nous sommes solidaires des paysans Viet, des travailleurs Tchèques, des martyrs grecs, de tous les suspendus, emprisonnés, assassinés, aux USA, en URSS et en FRANCE.

Les formules de la première internationale n'ont pas vieilli, elles ne vieilliront jamais: "*Les propriétaires n'ont pas de Patrie*", "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*"

### **REPRESSION**

On concevra aisément que tout enseignant ou enseigné qui entend lier théorie et pratique dans sa lutte contre l'école au service de la société actuelle se verra frapper ou menacer par la répression. Car la répression n'est que la réponse de la bourgeoisie à la lutte des travailleurs.

Affirmons aussi en un temps de décrépitude idéologique, qu'à la suite de tout le mouvement révolutionnaire nous sommes persuadés que la lutte réelle ne peut se faire sur le terrain de la légalité qui n'est que la légalité bourgeoise et que la violence n'a toujours été qu'une réponse à la violence de la bourgeoisie.

Cette question de principe tranchée nous discuterons.

Comme pour toute question de l'efficacité, de l'opportunité de telle ou action ou déclaration.

Les colonnes de l'E.E. sont ouvertes à la discussion . Mais quel que soit notre jugement tactique nous défendrons TOUS LES CAMARADES en lutte contre la bourgeoisie et victimes de la répression.

Jamais nous n'avons demandé de porter un jugement politique sur l'orientation de tel ou tel militant emprisonné par FRANCO.

**NOUS NE SIGNERONS PAS DE TEXTE QUI EN MEME TEMPS CONDAMNE LA REPRESSION ET LES REPRIMES.**

Par ailleurs en ce qui nous concerne en tant qu'enseignant, L'EE trouve une raison supplémentaire de combattre la participation à l'intérieur des écoles et lycées qui signifie participation à la répression.

### **CONCLUSION**

Avouons, face aux monolithes, qu'au sein de l'E.E. la discussion est vive sur un certain nombre de points fondamentaux. Nous tenons à dire ouvertement que nous sommes loin de l'unanimité sur la NATURE DES SYNDICATS, AUJOURD'HUI.

Notre critique commune des structures bureaucratiques de l'appareil, des orientations I&D, U&A, de la participation à tous les niveaux à travers des structures de dialogue, de la signature des contrats de progrès... nous amène à porter sur les syndicats des jugements différents.

- Pour certains, l'opposition de l'E.E. n'a rien de systématique et sa lutte contre l'orientation de la majorité nationale ne saurait en aucun cas aboutir à la remise en cause des Syndicats que la classe ouvrière s'est donnés pour la défense de ses intérêts.

- Pour d'autres, qui se réfèrent à ce que sont les syndicats aux USA, en Allemagne, en Suède et ailleurs, aux grèves sauvages qui se sont faites contre les syndicats (Belgique-Suède) et comparent cette situation avec celle de la France, il n'y a plus qu'une question de degrés et non de Nature: LES SYNDICATS SONT DEVENUS DES ROUAGES NECESSAIRES AU maintien de la société capitaliste.

- Entre ces deux positions limites se trouvent des positions intermédiaires de camarades n'ayant pas encore tranché.

De toute façon et dès maintenant sur les problèmes de la PARTICIPATION ET DE LA REPRESSION, nous ne saurions nous sentir liés par une discipline quelconque qui nous interdirait riposte et solidarité nécessaires.

-----

## **AUX CAMARADES QUI NOUS LISENT...**

Nous aurions aimé publier dans ce n° 97 plusieurs études sur des sujets d'actualité:

- Un commentaire du congrès de la CFDT où le courant révolutionnaire a exprimé des idées proches de celles que nous défendons (sans nous faire d'illusions sur ce que peut devenir cette centrale syndicale);

- Un autre commentaire sur le "mouvement" des cadres, leurs revendications et le soutien que leur apporte la CGT;

- Une étude sur les violences actuelles, sur ce que cela recouvre et sur les mesures répressives qui s'ensuivent.

Nous espérons pouvoir publier dans notre prochain numéro tout ou partie de cela. Mais que les copains qui ont des documents nous les communiquent sans hésiter, ils nous rendront service, même si nous ne reproduisons pas directement les documents en question.

-----

## **AU SUJET DE "FRONT UNI" ...**

Des camarades se sont inquiétés de nous voir publier un texte portant en bas de page cette référence. Qu'ils se rassurent: nous n'avons aucun fil à la patte. Dans certains centres, des copains peuvent fort bien agir avec tel groupement si cela leur semble valable, si cela n'aliène en rien leur indépendance; c'est à ces copains de juger sur place si cette collaboration est possible ou non, à la base. Nous n'avons pas à intervenir ni à lancer de mots d'ordre ou d'exclusives.

-----

Nous saluons la mémoire de deux militants qui viennent de disparaître: Raymond FRANÇOIS, instituteur, responsable national de la tendance Ecole Emancipée, José PASCUAL, de la CNT-FAI.

-----

## **RENCONTRE DE MILITANTS ANARCHO-SYNDICALISTES:**

Si le nombre de militants le justifie, nous pouvons organiser en début septembre (du 2 au 6 par exemple, ou du 20 août au 2 septembre) une rencontre dans les Deux-Sèvres. Ecrire à ce sujet dès maintenant à RAYNAL.

-----

## **UNION DES ANARCHO-SYNDICALISTES**

Le CCP 636 26 n'est plus destiné à recevoir les fonds de l'UAS; le trésorier communiquera prochainement un nouveau numéro de CCP.

-----

# ALLIANCE SYNDICALISTE (ASRAS) ...

Une conférence nationale de l'*Alliance Syndicaliste* doit se tenir au moment où nous effectuons ce tirage; nous en parlerons dans notre prochain bulletin.

-----  
ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

-----  
Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.  
-----